

Rapport financier semestriel du premier semestre 2015

Communication Extérieure

Afrique du Sud
Algérie
Allemagne
Angola
Arabie Saoudite
Argentine
Australie
Autriche
Azerbaïdjan
Belgique
Botswana
Brésil
Bulgarie
Cameroun
Canada
Chili
Chine
Colombie
Corée
Costa Rica
Croatie
Danemark
Emirats Arabes Unis
Espagne
Estonie
Etats-Unis
Finlande
France
Guatemala
Hongrie
Inde
Irlande
Islande
Israël
Italie
Japon
Kazakhstan
Lesotho
Lettonie
Lituanie
Luxembourg
Madagascar
Malawi
Maurice
Mexique
Mongolie
Mozambique
Namibie
Norvège
Oman
Ouganda
Ouzbékistan
Panama
Pays-Bas
Pérou
Pologne
Portugal
Qatar
République Dominicaine
République Tchèque
Royaume-Uni
Russie
Salvador
Singapour
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Swaziland
Tanzanie
Thaïlande
Turquie
Ukraine
Uruguay
Zambie
Zimbabwe

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

- **Chiffre d'affaires ajusté en hausse de +11,9 % à 1 459,7 millions d'euros**
- **Croissance du chiffre d'affaires organique ajusté en hausse de +2,9 %, avec un 2^{ème} trimestre modéré (+2,0 %)**
- **Marge opérationnelle ajustée de 285,7 millions d'euros, en hausse de +11,3 %**
- **Résultat d'exploitation ajusté, avant charges de dépréciation, de 134,6 millions d'euros, en hausse de +8,2 %**
- **Résultat net part du Groupe, avant charges de dépréciation, de 78,6 millions d'euros, en hausse de +6,4 %**
- **Cash-flow disponible ajusté de 109,2 millions d'euros, en hausse de +7,8 %**
- **Croissance organique du chiffre d'affaires ajusté du 3^{ème} trimestre 2015 attendue en ligne avec notre performance du 1^{er} semestre**

Paris, 30 juillet 2015 – JCDecaux SA (Euronext Paris: DEC), numéro un mondial de la communication extérieure, publie ce jour ses résultats pour le premier semestre 2015.

A la suite de l'application de la norme IFRS 11 depuis le 1^{er} janvier 2014, les données opérationnelles présentées ci-dessous sont ajustées pour prendre en compte l'impact en proportionnel des sociétés sous contrôle conjoint et sont, par conséquent, comparables aux données historiques. Merci de vous référer au paragraphe « Données ajustées » en page 6 de ce communiqué pour la définition de ces données ajustées ainsi que pour la réconciliation avec les données IFRS.

Les données comparatives 2014 sont retraitées de l'application rétrospective d'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique », applicable au 1^{er} janvier 2015. L'application d'IFRIC 21 conduit à la comptabilisation immédiate et en totalité des taxes qui entrent dans son champ d'application, à la naissance de l'obligation telle que prévue par la législation fiscale. L'impact sur les chiffres du premier semestre 2014 publiés précédemment est de -5,2 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe (dont -6,7 millions d'euros sur la marge opérationnelle ajustée et le résultat d'exploitation ajusté) et sans impact sur le cash-flow disponible ajusté.

COMMENTAIRES SUR LES ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES

CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTÉ

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2015 est en hausse de 11,9 % à 1 459,7 millions d'euros contre 1 304,8 millions d'euros au premier semestre 2014. En base organique (i.e. en excluant l'impact positif lié à la variation des taux de change – notamment dans les marchés émergents – et l'effet positif lié aux variations de périmètre), le chiffre d'affaires ajusté est en augmentation de 2,9 %. La croissance du chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors vente, location et maintenance, est de 2,9 % au premier semestre 2015.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a augmenté de 10,9 % à 810,7 millions d'euros, soit une croissance organique de 2,0 % par rapport au deuxième trimestre 2014. Le chiffre d'affaires publicitaire ajusté, hors vente, location et maintenance, est en hausse de 2,0 % en organique au deuxième trimestre 2015.



JCDecaux SA

Siège Social : 17, rue Soyer - 92200 Neuilly-sur-Seine - France - Tél. : +33 (0)1 30 79 79 79

Royaume-Uni : 991 Great West Road, Brentford - Middlesex TW8 9DN - Tél. : +44 (0) 208 326 7777

www.jcdecaux.com

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 3 234 513,36 euros - 307 570 747 RCS Nanterre - FR 44307570747

Chiffre d'affaires ajusté

m€	2015			2014			Variation 15/14		
	T1	T2	S1	T1	T2	S1	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	291,3	364,2	655,5	260,3	337,3	597,6	+11,9%	+8,0%	+9,7%
Transport	268,9	325,3	594,2	216,7	266,4	483,1	+24,1%	+22,1%	+23,0%
Affichage	88,8	121,2	210,0	97,1	127,0	224,1	-8,5%	-4,6%	-6,3%
Total	649,0	810,7	1 459,7	574,1	730,7	1 304,8	+13,0%	+10,9%	+11,9%

Croissance organique du chiffre d'affaires ajusté ^(a)

	Variation 15/14		
	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	+5,8%	+4,7%	+5,2%
Transport	+6,6%	+2,9%	+4,5%
Affichage	-6,3%	-6,9%	-6,6%
Total	+4,0%	+2,0%	+2,9%

(a) A périmètre et taux de change constants

Chiffre d'affaires ajusté par zone géographique

m€	S1 2015	S1 2014	Croissance publiée	Croissance organique ^(a)
Europe ^(b)	389,8	362,1	+7,6%	+7,8%
Asie-Pacifique	364,6	286,6	+27,2%	+5,6%
France	299,8	304,2	-1,4%	-1,4%
Royaume-Uni	163,6	150,6	+8,6%	-3,2%
Reste du Monde	145,4	124,8	+16,5%	+0,3%
Amérique du Nord	96,5	76,5	+26,1%	+2,9%
Total	1 459,7	1 304,8	+11,9%	+2,9%

(a) A périmètre et taux de change constants

(b) Hors France et Royaume-Uni

Merci de noter que les commentaires ci-dessous, relatifs aux zones géographiques, concernent l'évolution du chiffre d'affaires organique.

MOBILIER URBAIN

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2015 est en hausse de 9,7 % à 655,5 millions d'euros (+5,2 % en organique), tiré par une forte performance en Europe et dans les pays émergents.

Au premier semestre, le chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors vente, location et maintenance, croît de 5,6 % comparé au premier semestre 2014.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a augmenté de 8,0 % à 364,2 millions d'euros, soit une croissance organique de 4,7 % par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente. Le chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors vente, location et maintenance, est en hausse de 5,5 % au deuxième trimestre 2015 par rapport au deuxième trimestre 2014.

TRANSPORT

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2015 augmente de 23,0 % et s'établit à 594,2 millions d'euros (+4,5 % en organique), tiré par l'Europe et le Reste du Monde.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a progressé de 22,1 % à 325,3 millions d'euros comparé au deuxième trimestre de l'année précédente (+2,9 % en organique, reflétant le ralentissement économique en Chine).

AFFICHAGE

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre décroît de 6,3 % à 210,0 millions d'euros (-6,6 % en organique). Notre segment Affichage continue de souffrir d'un manque de consolidation en Europe et de la situation économique difficile en Russie. En France, JCDecaux s'est mis en conformité avec la nouvelle loi « Engagement national sur l'environnement »,

également appelée « Loi Grenelle 2 » depuis juillet 2015. Le démontage des panneaux Grand Format aura un impact limité sur la performance du segment au 2nd semestre de cette année.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté est en baisse de 4,6 % à 121,2 millions d'euros comparé au deuxième trimestre 2014 (-6,9 % en organique).

MARGE OPÉRATIONNELLE AJUSTÉE ⁽¹⁾

Au premier semestre 2015, la marge opérationnelle ajustée du Groupe augmente de 11,3 % à 285,7 millions d'euros contre 256,8 millions d'euros au premier semestre de l'année dernière. La marge opérationnelle ajustée représente 19,6 % du chiffre d'affaires, soit -10 points de base de moins que l'année précédente.

Sur une base organique, la marge opérationnelle ajustée est en hausse de 9,0 millions d'euros, soit une croissance de 3,5 % par rapport à la même période de l'année dernière.

	S1 2015		S1 2014		Variation 15/14	
	m€	% du CA	m€	% du CA	Variation (%)	Taux de marge (pb)
Mobilier Urbain	198,3	30,3%	174,6	29,2%	+13,6%	+110pb
Transport	75,8	12,8%	70,1	14,5%	+8,1%	-170pb
Affichage	11,6	5,5%	12,1	5,4%	-4,1%	+10pb
Total	285,7	19,6%	256,8	19,7%	+11,3%	-10pb

Mobilier Urbain : Au premier semestre 2015, la marge opérationnelle ajustée augmente de 13,6 % à 198,3 millions d'euros. Elle représente 30,3 % du chiffre d'affaires, soit 110 points de base de plus qu'au premier semestre 2014, ceci étant lié à la croissance du chiffre d'affaires.

Transport : Au premier semestre 2015, la marge opérationnelle ajustée augmente de 8,1 % à 75,8 millions d'euros. Elle représente 12,8 % du chiffre d'affaires, soit -170 points de base de moins qu'au premier semestre 2014. Cette diminution est principalement liée à un mix de chiffre d'affaires différent en Chine et au démarrage du nouveau contrat du Métro de Canton.

Affichage : Au premier semestre 2015, la marge opérationnelle ajustée diminue de -4,1 % à 11,6 millions d'euros. Elle représente 5,5 % du chiffre d'affaires, soit 10 points de base de plus qu'au premier semestre 2014. Cette baisse en valeur de la marge opérationnelle ajustée est principalement due à une baisse des revenus en Russie liée à la situation économique. Le ratio de marge opérationnelle ajustée s'améliore grâce à une baisse des coûts opérationnels dans toutes nos zones géographiques.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AJUSTÉ ⁽²⁾

Au premier semestre 2015, le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation augmente de 8,2 %, et s'établit à 134,6 millions d'euros, contre 124,4 millions d'euros au premier semestre 2014. Il représente 9,2 % du chiffre d'affaires, soit -30 points de base de moins qu'au premier semestre 2014 (9,5 %). La consommation de pièces détachées augmente légèrement au premier semestre 2015 par rapport au premier semestre 2014. Les dotations aux amortissements et provisions, nettes des reprises, sont en hausse. Les autres produits et charges opérationnels impactent le compte de résultat négativement.

Aucune charge de dépréciation sur les actifs corporels et incorporels, le goodwill et les titres mis en équivalence n'a été enregistrée au premier semestre 2015. Une reprise de provision pour perte à terminaison de 1,2 million d'euros a été comptabilisée.

Le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation est en hausse de 12,2 % à 135,8 millions d'euros comparé à 121,0 millions d'euros au premier semestre 2014.

RÉSULTAT FINANCIER ⁽³⁾

Au premier semestre 2015, le résultat financier est de -13,1 millions d'euros contre -15,6 millions d'euros au premier semestre 2014. La variation est principalement liée à l'impact positif de l'évolution des taux de change sur certains de nos emprunts en devises.

SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE ⁽⁴⁾

Au premier semestre 2015, le résultat des sociétés mises en équivalence est de 29,4 millions d'euros contre 24,7 millions d'euros au premier semestre 2014, la hausse étant principalement due à l'impact négatif de la charge de dépréciation de l'Ukraine, l'année dernière.

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE ⁽⁵⁾

Au premier semestre 2015, le résultat net part du Groupe avant charges de dépréciation augmente de 6,4 % et s'établit à 78,6 millions d'euros, contre 73,9 millions d'euros au premier semestre 2014.

Après l'impact des charges de dépréciation, le résultat net part du Groupe augmente de 13,2 % à 79,5 millions d'euros comparé à 70,2 millions d'euros au premier semestre 2014.

INVESTISSEMENTS AJUSTÉS

Au premier semestre 2015, les investissements nets ajustés (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions) s'élèvent à 107,9 millions d'euros, comparés à 71,0 millions d'euros sur la même période de l'année précédente, avec des investissements de renouvellement (contrat des abribus de Paris) et de croissance plus importants.

CASH-FLOW DISPONIBLE AJUSTÉ ⁽⁶⁾

Au premier semestre 2015, le cash-flow disponible ajusté est de 109,2 millions d'euros comparé à 101,3 millions d'euros au premier semestre 2014. Cette augmentation est due à une marge opérationnelle plus élevée, à l'évolution favorable de la variation du besoin en fonds de roulement, nuancée par des investissements plus importants.

DETTE NETTE ⁽⁷⁾

La dette nette au 30 juin 2015 est de 62,7 millions d'euros comparée à 113,3 millions d'euros au 30 juin 2014. Elle représente 0,1 fois la marge opérationnelle calculée sur 12 mois glissants.

Une dette de 500 millions d'euros (exclue de la dette nette au 30 juin 2015) a été constatée au passif de l'état de situation financière au titre de l'engagement de rachat d'actions propres dans le cadre de l'OPAS. En prenant en compte l'impact de l'OPAS, la dette nette au 30 juin 2015 aurait été de 562,7 millions d'euros.

DIVIDENDE

Le dividende de 0,50 euro par action au titre de l'exercice 2014, approuvé par l'Assemblée Générale des actionnaires qui s'est tenue le 13 mai 2015, a été versé le 20 mai 2015 pour un montant total de 112,0 millions d'euros.

RÉSULTAT DE L'OPAS

Le Directoire, constatant que les bonnes performances opérationnelles et financières du Groupe se sont traduites par une trésorerie nette positive de 83,5 millions d'euros au 31 décembre 2014, a décidé d'optimiser la structure financière du Groupe via une offre publique d'achat simplifiée (OPAS) en rachetant 12 500 000 de ses propres actions au prix de 40 euros par action, qui s'est terminée le 9 juillet 2015.

194 419 422 actions, représentant 87 % du capital, ont été apportées à l'offre. Sur ce total, 61 % du flottant a été apporté à l'offre. Le succès de l'OPAS s'est traduit par le nombre total d'actions apportées, qui est supérieur aux 12 500 000 actions sur lesquelles portait l'offre. En conséquence et conformément à l'article 233-5 du règlement général de l'AMF, l'allocation des rachats d'actions a été effectuée par une réduction d'ampleur identique pour tous les actionnaires au prorata du nombre d'actions apportées à l'offre. Conformément à la taille d'offre maximale annoncée, JCDecaux a racheté à l'issue de celle-ci un total de 12 500 000 actions, pour un montant de 500 millions d'euros.

La Famille Decaux (incluant JCDecaux Holding SAS) a apporté toutes ses actions à l'offre. La Famille détient désormais 65,0 % de JCDecaux SA.

DONNÉES AJUSTÉES

La norme IFRS 11, applicable depuis le 1^{er} janvier 2014, conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des sociétés sous contrôle conjoint.

Toutefois, afin de refléter la réalité opérationnelle du Groupe, les données opérationnelles des sociétés sous contrôle conjoint vont continuer d'être intégrées proportionnellement dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuient les dirigeants pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance.

En conséquence, conformément à IFRS 8, l'information sectorielle intégrée aux états financiers sera en ligne avec cette information interne, et la communication financière externe du Groupe s'appuiera donc sur cette information financière opérationnelle. L'information financière et les commentaires seront donc basés sur des données « ajustées », comparables aux données historiques, qui seront systématiquement réconciliées avec les états financiers IFRS. Pour le compte de résultat, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au résultat d'exploitation. Pour le tableau de flux de trésorerie, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au cash-flow disponible.

Au premier semestre 2015, l'impact de la norme IFRS 11 sur nos agrégats ajustés est de :

- -172,0 millions d'euros sur le chiffre d'affaires ajusté (-153,7 millions d'euros au premier semestre 2014) ; le chiffre d'affaires IFRS est donc de 1 287,7 millions d'euros (1 151,1 millions d'euros au premier semestre 2014).
- -45,4 millions d'euros sur la marge opérationnelle ajustée (-39,2 millions d'euros au premier semestre 2014) ; la marge opérationnelle IFRS est donc de 240,3 millions d'euros (217,6 millions d'euros au premier semestre 2014).
- -32,9 millions d'euros sur le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation (-29,1 millions d'euros au premier semestre 2014) ; le résultat d'exploitation avant charges de dépréciation IFRS est donc de 101,7 millions d'euros (95,3 millions d'euros au premier semestre 2014).
- -32,9 millions d'euros sur le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation (-24,6 millions d'euros au premier semestre 2014) ; le résultat d'exploitation après charges de dépréciation IFRS est donc de 102,9 millions d'euros (96,4 millions d'euros au premier semestre 2014).
- +19,4 millions d'euros sur les investissements ajustés (8,3 millions d'euros au premier semestre 2014) ; les investissements IFRS sont donc de 88,5 millions d'euros (62,7 millions d'euros au premier semestre 2014).
- -13,7 millions d'euros sur le cash-flow disponible ajusté (-16,0 millions d'euros au premier semestre 2014) ; le cash-flow disponible IFRS est donc de 95,5 millions d'euros (85,3 millions d'euros au premier semestre 2014).

Une réconciliation complète entre les données IFRS et les données ajustées est disponible page 9 de ce communiqué.

NOTES

- (1) **Marge opérationnelle** : Chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation (hors pièces détachées de maintenance) et des coûts commerciaux, généraux et administratifs. La marge opérationnelle au premier semestre 2014 est proforma et retraitée de l'application rétrospective d'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique » (impact de -6,7 millions d'euros sur les données semestrielles ajustées 2014 publiées en juillet 2014).
- (2) **Résultat d'exploitation** : Marge opérationnelle diminuée des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill, des pièces détachées de maintenance et des autres charges et produits opérationnels. Le résultat d'exploitation au premier semestre 2014 est proforma et retraité de l'application rétrospective d'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique » (impact de -6,7 millions d'euros sur les données semestrielles ajustées 2014 publiées en juillet 2014).
- (3) **Résultat financier** : Hors impact de charge d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires (+3,6 millions d'euros au premier semestre 2015 et -2,1 millions d'euros au premier semestre 2014).
- (4) Le résultat des **sociétés mises en équivalence** au premier semestre 2014 est proforma et retraité de l'application rétrospective d'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique » (impact de -0,6 million d'euros sur les données semestrielles 2014 publiées en juillet 2014).
- (5) **Résultat net part du Groupe** : Le résultat net part du Groupe au premier semestre 2014 est proforma et retraité de l'application rétrospective d'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique » (impact de -5,2 millions d'euros sur les données semestrielles 2014 publiées en juillet 2014).
- (6) **Cash-flow disponible** : Flux net des activités opérationnelles diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions.
- (7) **Dettes nettes** : Dette nette de la trésorerie gérée diminuée des découverts bancaires excluant les impacts non-cash IAS 32 (dettes sur engagements de rachat de minoritaires) et incluant les impacts non-cash IAS 39 (sur la dette et les instruments financiers de couverture). La dette nette est présentée hors l'impact des 500 millions d'euros d'actions propres rachetées le 17 juillet 2015 dans le cadre de l'offre publique d'achat simplifiée (OPAS).

Déclarations de nature prévisionnelle

Ce communiqué peut contenir certaines déclarations de nature prévisionnelle. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Bien que la Société estime que ces déclarations reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent communiqué, elles sont par nature soumises à des risques et incertitudes, pouvant donner lieu à un écart entre les chiffres réels et ceux indiqués ou induits dans ces déclarations.

Ces risques et incertitudes incluent notamment les risques décrits dans le document de référence déposé par la Société auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières de la Société peuvent obtenir copie de ce document de référence auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sur le site web www.amf-france.org ou directement auprès de la Société sur le site www.jcdecaux.com.

La Société n'a pas l'obligation et ne prend pas l'engagement de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prévisionnelle.

Direction de la Communication : Agathe Albertini

01 30 79 34 99 – agathe.albertini@jcdecaux.fr

Relations Investisseurs : Arnaud Courtial

01 30 79 79 93 – arnaud.courtial@jcdecaux.fr

RÉCONCILIATION ENTRE LES DONNÉES AJUSTÉES ET LES DONNÉES IFRS

Compte de résultat m€	S1 2015			S1 2014		
	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	IFRS
Chiffre d'affaires	1 459,7	(172,0)	1 287,7	1 304,8	(153,7)	1 151,1
Charges d'exploitation	(1 174,0)	126,6	1 047,4	(1 048,0)	114,5	(933,5)
Marge opérationnelle	285,7	(45,4)	240,3	256,8	(39,2)	217,6
Pièces détachées de maintenance	(20,1)	0,5	(19,6)	(18,7)	0,6	(18,1)
Amortissements et provisions (nets des reprises)	(124,0)	11,8	(112,2)	(120,6)	9,4	(111,2)
Autres produits et charges opérationnels	(7,0)	0,2	(6,8)	6,9	0,1	7,0
Résultat d'exploitation avant charges de dépréciation	134,6	(32,9)	101,7	124,4	(29,1)	95,3
Charges de dépréciation ⁽²⁾	1,2	-	1,2	(3,4)	4,5	1,1
Résultat d'exploitation après charges de dépréciation	135,8	(32,9)	102,9	121,0	(24,6)	96,4

⁽¹⁾ Les données comparatives 2014 sont retraitées de l'impact rétrospectif de l'application d'IFRIC 21 sur les taxes. L'impact par rapport aux comptes semestriels 2014 publiés en juillet 2014 est de -6,7m€ sur la Marge opérationnelle ajustée et de -5,8m€ sur la Marge opérationnelle IFRS.

⁽²⁾ Y compris dépréciation de l'actif net des sociétés sous contrôle conjoint

Tableau de flux de trésorerie m€	S1 2015			S1 2014		
	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	IFRS
Flux opérationnels nets des coûts de maintenance	210,0	1,5	211,5	183,1	(5,1)	178,0
Variation du besoin en fonds de roulement	7,1	(34,6)	(27,5)	(10,8)	(19,2)	(30,0)
Flux nets des activités opérationnelles	217,1	(33,1)	184,0	172,3	(24,3)	148,0
Investissements	(107,9)	19,4	(88,5)	(71,0)	8,3	(62,7)
Cash-flow disponible	109,2	(13,7)	95,5	101,3	(16,0)	85,3

⁽¹⁾ Les données comparatives 2014 sont retraitées de l'impact rétrospectif de l'application d'IFRIC 21 sur les taxes. L'impact par rapport aux comptes semestriels 2014 publiés en juillet 2014 est de -6,7m€ sur les flux opérationnels nets des coûts de maintenance et de +6,7m€ sur la variation du besoin en fonds de roulement en données ajustées (contre respectivement -5,8m€ et +5,8m€ en données IFRS), sans effet sur les flux nets des activités opérationnelles.

FAITS MARQUANTS DU 1^{er} SEMESTRE 2015

Principaux contrats remportés

- ***Reste du Monde – Brésil***

En janvier, JCDecaux a annoncé avoir remporté un contrat exclusif de 10 ans pour l'installation et l'exploitation des solutions publicitaires de RIOgaleão Aéroport International Tom Jobim.

- ***Reste de l'Europe – Finlande***

En février, JCDecaux a annoncé avoir remporté un contrat exclusif de 7 ans pour l'installation et l'exploitation de solutions publicitaires pour HKL, la société de transports urbains de la ville d'Helsinki.

- ***Asie-Pacifique – Chine***

En avril, JCDecaux a annoncé que sa filiale détenue à 100 %, JCDecaux Advertising (Shanghai) Co. Ltd, a remporté les droits d'exploitation exclusifs des dispositifs publicitaires analogiques du Métro de Canton (Guangzhou), du 1^{er} avril à fin 2015.

- ***Asie-Pacifique – Hong Kong***

En juin, JCDecaux a annoncé qu'à l'issue d'un appel d'offres, il a été choisi pour les concessions publicitaires exclusives des bus de Hong Kong pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} juillet 2015.

Acquisitions et prise de participations

- ***Reste du Monde – Afrique***

En juin, JCDecaux a annoncé avoir finalisé l'acquisition de Continental Outdoor Media, leader de la communication extérieure en Afrique, en partenariat avec le fonds d'investissement communautaire Royal Bafokeng Holdings (RBH), dans le cadre d'une structure d'actionnariat 70/30. L'approche d'investissement à long terme de RBH associée à son engagement sur les marchés africains est en phase avec JCDecaux, permettant ainsi la mise en place de ce partenariat stratégique qui allie les forces de ces deux acteurs.

- ***Reste de l'Europe – Italie***

En juin, JCDecaux a annoncé avoir finalisé, conjointement avec IDA S.p.a (Famille Du Chêne de Vère) l'acquisition de la participation de 34,5 % de RCS Media Group S.p.a dans IGPDecaux. Suite à cette transaction, JCDecaux et Publitransport-IDA détiennent désormais respectivement 60 % et 40 % du capital d'IGPDecaux.

Autre fait marquant

- ***Offre Publique d'Achat Simplifiée (OPAS)***

En mai, JCDecaux a annoncé le dépôt, dans le cadre de son programme de rachat d'actions, d'une offre publique d'achat simplifiée (OPAS) portant sur 12 500 000 actions, représentant 5,57 % du capital (au 30 avril 2015), au prix de 40 euros par action, soit un montant total de 500 millions d'euros.

L'offre était ouverte du 12 juin au 9 juillet 2015.

194 419 422 actions, représentant 87 % du capital, ont été apportées à l'offre. Sur ce total, 61 % du flottant a été apporté à l'offre. Le succès de l'OPAS s'est traduit par le nombre total d'actions apportées, qui est supérieur aux 12 500 000 actions sur lesquelles portait l'offre. En conséquence et conformément à l'article 233-5 du règlement général de l'AMF, l'allocation des rachats d'actions a été effectuée par une réduction d'ampleur identique pour tous les actionnaires au prorata du nombre d'actions apportées à l'offre. Conformément à la taille d'offre maximale annoncée, JCDecaux a racheté à l'issue de celle-ci un total de 12 500 000 actions, pour un montant de 500 millions d'euros.

La Famille Decaux (incluant JCDecaux Holding SAS) a apporté toutes ses actions à l'offre. La Famille détient désormais 65,0 % de JCDecaux SA.

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Veillez-vous référer à la partie correspondante dans les annexes aux comptes consolidés.

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SECOND SEMESTRE

Pour le second semestre 2015, le Groupe reste soumis aux risques habituels et propres à son activité. Les principaux risques auxquels est confronté le Groupe sont décrits précisément dans le chapitre « Facteurs de risque » du Document de Référence 2014 de JCDecaux (pages 232-235).

En ce qui concerne le risque de marché, les notations de crédit sont présentées au paragraphe 5.3 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

Veillez-vous référer aux pages 9 à 13.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

Veillez-vous référer aux pages 14 à 22.

DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Veillez-vous référer à la page 23.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2015

Veillez-vous référer aux pages 24 à 26.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

Actif

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2015	31/12/2014
		Retraité ⁽¹⁾
Goodwill	§ 5.1 1 258,6	1 170,8
Autres immobilisations incorporelles	312,3	299,6
Immobilisations corporelles	1 057,9	1 022,6
Titres mis en équivalence	490,9	475,2
Investissements financiers	0,8	0,8
Autres actifs financiers	102,0	75,4
Impôts différés actif	38,1	31,1
Créances d'impôts sur les sociétés	1,3	1,3
Autres créances	33,8	31,7
ACTIFS NON COURANTS	3 295,7	3 108,5
Autres actifs financiers	11,7	5,5
Stocks	107,2	92,5
Instruments financiers dérivés	§ 5.3 6,5	2,0
Clients et autres débiteurs	926,2	787,2
Créances d'impôts sur les sociétés	28,2	6,2
Actifs financiers de gestion de trésorerie	§ 5.3 42,0	41,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	§ 5.3 526,2	794,8
ACTIFS COURANTS	1 648,0	1 730,0
TOTAL DES ACTIFS	4 943,7	4 838,5

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

Passif

<i>En millions d'euros</i>		30/06/2015	31/12/2014 Retraité ⁽¹⁾
Capital		3,4	3,4
Primes		1 082,5	1 064,7
Actions propres		-502,4	0,0
Réserves consolidées		1 496,9	1 414,6
Résultat net part du Groupe		79,5	194,3
Autres éléments des capitaux propres		78,5	-14,0
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE		2 238,4	2 663,0
Participations ne donnant pas le contrôle		-4,6	-23,6
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	§ 5.2	2 233,8	2 639,4
Provisions		272,5	265,8
Impôts différés passif		106,3	82,0
Dettes financières	§ 5.3	528,8	544,8
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires		93,6	92,0
Autres crédateurs		11,6	14,8
PASSIFS NON COURANTS		1 012,8	999,4
Provisions		34,4	37,1
Dettes financières	§ 5.3	91,3	193,1
Dette sur rachat d'actions propres	§ 5.4	500,0	0,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires		21,2	26,4
Instruments financiers dérivés	§ 5.3	1,8	5,6
Fournisseurs et autres crédateurs		1 010,9	890,6
Passifs d'impôt exigible		22,0	35,3
Concours bancaires	§ 5.3	15,5	11,6
PASSIFS COURANTS		1 697,1	1 199,7
TOTAL DES PASSIFS		2 709,9	2 199,1
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		4 943,7	4 838,5

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

COMPTE DE RÉSULTAT

	1er semestre 2015	1er semestre 2014
<i>En millions d'euros</i>		Retraité ⁽¹⁾
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 287,7	1 151,1
Coûts directs d'exploitation	-831,1	-737,7
Coûts commerciaux, généraux & administratifs	-216,3	-195,8
MARGE OPÉRATIONNELLE	240,3	217,6
Dotations aux amortissements et provisions nettes	-111,0	-110,1
Perte de valeur des goodwill	0,0	0,0
Pièces détachées maintenance	-19,6	-18,1
Autres produits opérationnels	1,9	10,3
Autres charges opérationnelles	-8,7	-3,3
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	§ 5.5 102,9	96,4
Produits financiers	5,9	4,9
Charges financières	-15,4	-22,6
RÉSULTAT FINANCIER ⁽²⁾	§ 5.6 -9,5	-17,7
Impôts sur les bénéfices	§ 5.7 -30,6	-27,9
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 5.8 29,4	24,7
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	92,2	75,5
Résultat des activités abandonnées	0,0	0,0
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	92,2	75,5
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle	§ 5.9 12,7	5,3
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	79,5	70,2
Résultat de base par action (en euros)	0,354	0,314
Résultat dilué par action (en euros)	0,354	0,312
Nombre moyen pondéré d'actions	224 353 599	223 808 614
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)	224 789 653	225 109 717

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

(2) Hors effet relatif aux puts, le résultat financier ressort à -13,1 millions d'euros sur le premier semestre 2015, contre -15,6 millions d'euros sur le premier semestre 2014.

AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	1er semestre 2015	1er semestre 2014
<i>En millions d'euros</i>		Retraité ⁽¹⁾
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	92,2	75,5
Écarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger ⁽²⁾	75,7	16,1
Écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger	-0,5	0,3
Couverture des flux de trésorerie	-0,9	0,3
Impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net ⁽³⁾	0,2	-0,1
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)	21,9	-5,5
Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net	96,4	11,1
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs	0,0	-1,7
Impôts sur les autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net	-0,1	0,5
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)	-2,2	0,9
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net	-2,3	-0,3
Total des autres éléments du résultat global	94,1	10,8
RÉSULTAT GLOBAL	186,3	86,3
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle	14,3	5,3
RÉSULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE	172,0	81,0

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

(2) Sur le premier semestre 2015, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont principalement liés à des variations de taux de change, dont principalement 23,8 millions d'euros sur le Royaume-Uni, 21,2 millions d'euros sur Hong Kong, 4,9 millions d'euros sur les Emirats Arabes Unis, 4,2 millions d'euros sur les Etats-Unis et -3,3 millions d'euros sur le Brésil.

Sur le premier semestre 2014, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont principalement liés à des variations de taux de change, dont principalement 9,2 millions d'euros sur le Royaume-Uni, 3,5 millions d'euros sur l'Australie et 3,4 millions d'euros sur le Brésil.

(3) Sur le premier semestre 2015 et le premier semestre 2014, les impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net sont liés aux écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger.

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2014

En millions d'euros	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère											Participations ne donnant pas le contrôle	Total
	Capital	Primes d'émission	Réserves non distribuées	Autres éléments des capitaux propres							Total Autres éléments		
				Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Ecarts actuariels / plafonnement des actifs	Autres				
Capitaux propres au 1er janvier 2014 retraités ⁽¹⁾	3,4	1 052,3	1 522,1	-0,3	-0,1	-25,0	0,9	-33,3	0,8	-57,0	2 520,8	-38,8	2 482,0
Augmentation de capital ⁽²⁾	0,0	7,6	0,0							0,0	7,6	0,5	8,1
Distributions de dividendes			-107,3							0,0	-107,3	-6,6	-113,9
Paiements en actions		1,7								0,0	1,7		1,7
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾										0,0	0,0		0,0
Variations de périmètre ⁽⁴⁾			-0,4							0,0	-0,4	4,8	4,4
Résultat de l'ensemble consolidé			70,2							0,0	70,2	5,3	75,5
Autres éléments du Résultat global				0,3		10,8		-0,3		10,8	10,8	0,0	10,8
Résultat global	0,0	0,0	70,2	0,3	0,0	10,8	0,0	-0,3	0,0	10,8	81,0	5,3	86,3
Autres			0,1							0,0	0,1		0,1
Capitaux propres au 30 juin 2014 retraités ⁽¹⁾	3,4	1 061,6	1 484,7	0,0	-0,1	-14,2	0,9	-33,6	0,8	-46,2	2 503,5	-34,8	2 468,7

- (1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».
- (2) Augmentation des primes d'émission chez JCDecaux SA suite aux levées de stock-options et part des minoritaires dans les augmentations de capital des sociétés contrôlées.
- (3) Les effets d'actualisation sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat pour -2,1 millions d'euros sur le premier semestre 2014.
- (4) Mouvements de périmètre suite principalement à l'acquisition de 85 % du groupe Eumex (Amérique Latine) et à la prise de contrôle dans la société MCDDecaux Inc. (Japon) par l'acquisition d'une participation complémentaire de 25 %.

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2015

En millions d'euros	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère											Participations ne donnant pas le contrôle	Total	
	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves non distribuées	Autres éléments des capitaux propres									Total Autres éléments
					Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Ecarts actuariels / plafonnement des actifs	Autres				
Capitaux propres au 31 décembre 2014 retraités ⁽¹⁾	3,4	1 064,7	0,0	1 608,9	0,9	-0,1	27,1	0,9	-43,6	0,8	-14,0	2 663,0	-23,6	2 639,4
Augmentation de capital ⁽²⁾	0,0	16,3		-0,3							0,0	16,0	0,6	16,6
Actions propres														
Achat			-502,4								0,0	-502,4		-502,4
Annulation											0,0	0,0		0,0
Distributions de dividendes				-112,0							0,0	-112,0	-8,3	-120,3
Paiements en actions		1,5									0,0	1,5		1,5
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾											0,0	0,0		0,0
Variations de périmètre ⁽⁴⁾				0,1							0,0	0,1	12,4	12,5
Résultat de l'ensemble consolidé				79,5							0,0	79,5	12,7	92,2
Autres éléments du Résultat global					-0,9		95,7		-2,3		92,5	92,5	1,6	94,1
Résultat global	0,0	0,0	0,0	79,5	-0,9	0,0	95,7	0,0	-2,3	0,0	92,5	172,0	14,3	186,3
Autres				0,2							0,0	0,2		0,2
Capitaux propres au 30 juin 2015	3,4	1 082,5	-502,4	1 576,4	0,0	-0,1	122,8	0,9	-45,9	0,8	78,5	2 238,4	-4,6	2 233,8

- (1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».
- (2) Augmentation des primes d'émission chez JCDecaux SA suite aux levées de stock-options et l'octroi d'actions gratuites et part des minoritaires dans les augmentations de capital des sociétés contrôlées.
- (3) Les effets d'actualisation sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat pour +3,6 millions d'euros sur le premier semestre 2015.
- (4) Mouvements de périmètre suite principalement à l'acquisition de 70 % du groupe Continental Outdoor Media.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

1er semestre 2015 1er semestre 2014
Retraité ⁽¹⁾

En millions d'euros

Résultat net avant impôts		122,8	103,4
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 5.8	-29,4	-24,7
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		51,8	31,5
Charges liées aux paiements en actions		1,5	1,7
Dotations nettes aux amortissements et provisions		110,3	108,6
Plus et moins-values de cession et résultat sur variations de périmètre		0,1	-5,5
Charges nettes d'actualisation		-1,0	5,5
Intérêts financiers nets		5,5	6,3
Dérivés financiers, résultat de change et autres		13,0	3,7
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-27,5	-30,0
Variation des stocks		-12,4	-12,7
Variation des clients et autres créances		-31,7	-40,0
Variation des fournisseurs et autres dettes		16,6	22,7
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		247,1	200,5
Intérêts financiers payés		-15,9	-15,9
Intérêts financiers reçus		3,8	4,2
Impôt sur le résultat payé		-51,0	-40,8
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		184,0	148,0
Décassements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		-94,0	-64,9
Décassements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise ⁽²⁾		-92,3	-50,9
Acquisitions d'autres immobilisations financières		-23,2	-20,1
Total Investissements		-209,5	-135,9
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		5,5	2,2
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée		1,5	0,0
Cessions d'autres immobilisations financières		2,0	5,1
Total Désinvestissements		9,0	7,3
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS		-200,5	-128,6
Distribution mise en paiement		-120,3	-113,9
Rachat d'actions propres		-2,4	-
Décassements sur acquisitions de titres de participations ne donnant pas le contrôle		-0,2	-0,7
Remboursement d'emprunts à long terme		-170,3	-18,8
Remboursement de contrats de location financement		-4,0	-2,5
Besoin de trésorerie (Financement)		-297,2	-135,9
Encaissements sur cessions de titres de participation sans perte de contrôle		0,0	0,0
Augmentation des capitaux propres		16,6	8,1
Augmentation des emprunts à long terme		10,2	13,5
Dégagement de trésorerie (Financement)		26,8	21,6
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT		-270,4	-114,3
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		-286,9	-94,9
Trésorerie nette d'ouverture	§ 5.3	783,2	672,1
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements		14,4	-0,6
Trésorerie nette de clôture ⁽³⁾	§ 5.3	510,7	576,6

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

(2) Dont 10,8 millions d'euros de trésorerie nette acquise sur le 1^{er} semestre 2015 contre 1,8 million d'euros sur le 1^{er} semestre 2014.

(3) Dont 526,2 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et 15,5 millions d'euros de concours bancaires au 30 juin 2015 contre respectivement 591,7 millions d'euros et 15,1 millions d'euros au 30 juin 2014.

Les valeurs relatives au rachat d'actions propres décrites dans le paragraphe 5.4 « Dette sur rachat d'actions propres » n'ayant pas donné lieu à mouvement de trésorerie, elles n'ont pas été transcrites dans le tableau des flux de trésorerie.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE

Le 15 juillet 2015, le Groupe a annoncé qu'il a pris connaissance des résultats de l'Offre publique d'achat simplifiée (OPAS) dans le cadre de son programme de rachat d'actions portant sur 12 500 000 de ses propres actions au prix de 40 euros par action, qui a pris fin le 9 juillet 2015. JCDecaux rachète à l'issue de cette offre un total de 12 500 000 actions, pour un montant de 500 millions d'euros.

Comme annoncé, les actions rachetées dans le cadre de l'OPAS seront annulées conformément aux objectifs du programme de rachat d'actions. Le succès de l'offre qui, grâce à la solidité du bilan de JCDecaux, a été financée majoritairement sur les ressources propres de la société et pour partie par tirage sur une ligne de crédit existante, va permettre d'augmenter son bénéfice net par action et d'optimiser sa structure financière, tout en préservant sa capacité à poursuivre sa croissance tant organique qu'externe.

Sur le premier semestre 2015, JCDecaux a poursuivi sa stratégie de développement par croissance interne et externe.

Le 18 juin 2015, le Groupe a finalisé l'acquisition de 70 % du Groupe Continental Outdoor Media, leader de la communication extérieure en Afrique. Avec plus de 36 000 faces publicitaires et une présence dans 16 pays (Afrique du Sud, Algérie, Angola, Botswana, Cameroun, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe), JCDecaux devient le numéro un de la communication extérieure en Afrique.

Les principaux partenariats et acquisitions sont détaillés au paragraphe 3.1 « Principaux mouvements de périmètre sur le premier semestre 2015 ».

1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1. Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les états financiers consolidés résumés du premier semestre 2015, arrêtés par le Directoire du 24 juillet 2015, ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

S'agissant de comptes résumés, les états financiers consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2014, inclus dans le document de référence déposé à l'AMF, et sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

1.2. Principales méthodes comptables

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes semestriels 2015 sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2014, à l'exception de l'application des nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne et applicables à compter du 1^{er} janvier 2015 :

- L'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique » ;
- Les améliorations annuelles des IFRS : cycle 2011-2013.

Les impacts liés à l'application de l'IFRIC 21 sont présentés au paragraphe 2. « Changement de méthodes comptables ». L'application des autres amendements et normes n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants :

- Normes et amendements adoptés par l'Union Européenne mais dont l'application obligatoire est postérieure au 30 juin 2015 :
 - L'Amendement à l'IAS 19 « Cotisations des membres du personnel » ;

- Les améliorations annuelles des IFRS : cycle 2010-2012.

Normes, amendements et interprétations non adoptés par l'Union Européenne :

- l'IFRS 9 « Instruments financiers » et ses amendements ;
- l'IFRS 14 « Comptes de report réglementaires » ;
- l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients » ;
- l'amendement à IAS 1 « Initiative Informations à fournir » ;
- les amendements à IFRS 11 « Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune » ;
- les amendements à IAS 16 et IAS 38 « Clarification sur les modes d'amortissement acceptables » ;
- les amendements à IAS 28 et IFRS 10 « Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise » ;
- les améliorations annuelles des IFRS : cycle 2012-2014.

L'impact de ces normes et amendements est en cours d'analyse.

1.3. Modalités d'établissement des comptes semestriels

1.3.1. Impôts

La charge d'impôt du semestre est calculée et comptabilisée en impôt différé pour chaque pays sur la base d'un taux moyen effectif estimé calculé sur une base annuelle et appliqué au résultat semestriel avant impôts du pays. Cette estimation du taux moyen effectif tient compte le cas échéant de l'utilisation et de l'activation ou non de déficits reportables.

1.3.2. Tests de perte de valeur

En l'absence d'indices de perte de valeur au 30 juin 2015, et conformément aux dispositions d'IAS 36, le Groupe n'a pas procédé au test de perte de valeur sur les immobilisations corporelles, incorporelles ainsi que sur les goodwill et les titres mis en équivalence.

1.3.3. Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation utilisé pour le calcul de la provision pour avantages au personnel au 30 juin 2015 est de 3,6 % pour le Royaume-Uni (contre 3,9 % au 31 décembre 2014) et de 2,0 % pour la zone Euro comme au 31 décembre 2014. Le taux d'actualisation des provisions pour démontage et des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est de 2 % comme au 31 décembre 2014.

2. CHANGEMENT DE MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes consolidés ont été retraités au 1^{er} janvier 2014 et au 31 décembre 2014 de l'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique » applicable au 1^{er} janvier 2015. L'application de l'IFRIC 21 précise la comptabilisation des taxes dues par une entité à une autorité publique en application de la législation fiscale et qui entrent dans le champ d'application d'IAS 37.

L'application de cette nouvelle norme a pour impact la comptabilisation immédiate et en totalité des taxes, à la naissance de l'obligation telle que prévue par la législation fiscale.

Les changements décrits ci-dessus ont un impact de -5,8 millions d'euros sur la marge opérationnelle et sur le résultat d'exploitation, de +1,0 million d'euros sur l'impôt sur les bénéfices, de -0,6 million d'euros sur la quote-part dans les résultats des coentreprises mises en équivalence et de -0,2 million d'euros sur le résultat des participations ne donnant pas le contrôle, soit un impact net de -5,2 million d'euros sur le résultat net part du Groupe du premier semestre 2014.

Les changements décrits ci-dessus ont un impact de 0,8 million d'euros sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2014 et au 31 décembre 2014 en lien avec la Contribution sociale de solidarité en France.

Les changements décrits ci-dessus ont un effet net nul sur le tableau des flux de trésorerie du 1^{er} semestre 2014 qui se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	IFRIC 21
Résultat net avant impôts	-6,4
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	0,6
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	5,8
Variation des clients et autres créances	3,5
Variation des fournisseurs et autres dettes	2,3
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	0,0

3. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

3.1. Principaux mouvements de périmètre sur le premier semestre 2015

Les principales variations de périmètre intervenues au cours du premier semestre 2015 sont les suivantes :

Acquisitions (prises de contrôle)

Le 14 avril 2015, Equipamientos Urbanos de Guatemala a acquis une participation complémentaire de 50 % dans la société Vista Centroamericana (Guatemala). Cette société antérieurement consolidée selon la méthode de la mise en équivalence à 50 % est désormais consolidée en intégration globale à 100 %.

Le 18 juin 2015, JCDecaux South Africa Holdings Limited a acquis 70 % de Continental Outdoor Media, leader de la communication extérieure en Afrique. Le groupe Continental est consolidé en intégration globale.

Variations du pourcentage de détention

Le 30 juin 2015, JCDecaux Europe Holding a acquis une participation complémentaire de 27,65 % dans la société IGPDecaux (Italie), ce qui porte à 60 % le pourcentage de détention dans cette société contrôlée conjointement et consolidée selon la méthode de la mise en équivalence.

3.2. Effets des acquisitions

Les prises de contrôle réalisées au cours du premier semestre 2015, qui portent sur Continental (Afrique) et Vista (Guatemala) ont eu les effets suivants sur les comptes consolidés du Groupe :

<i>En millions d'euros</i>		Juste valeur comptabilisée à la date d'acquisition
Actifs non courants		49,2
Actifs courants		91,7
Total Actif		140,9
Passifs non courants		36,4
Passifs courants		63,1
Total Passif		99,5
Actif net à la juste valeur à 100%	(a)	41,4
- dont Participations ne donnant pas le contrôle	<i>(b)</i>	12,5
Contrepartie totale transférée	(c)	90,4
- dont prix d'acquisition		89,2
- dont juste valeur de la quote-part antérieurement détenue		1,2
Goodwill ⁽¹⁾	=(c)-(a)+(b)	61,5
Prix d'acquisition		-89,2
Trésorerie nette acquise		10,9
Acquisitions de titres de participation sur la période		-78,3

(1) L'option de calcul du goodwill complet n'a été retenue pour aucune des acquisitions.

Les valeurs des actifs et des passifs acquis ainsi que les goodwill afférents à ces opérations sont déterminés de manière provisoire, en particulier la valorisation des contrats et leur reconnaissance en immobilisations incorporelles seront réalisées et effectives sur le second semestre 2015 durant le délai nécessaire à la finalisation de l'affectation du goodwill qui peut s'étendre jusqu'à 12 mois après la date de prise de contrôle.

L'impact de ces acquisitions sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe est respectivement de 4,6 millions d'euros et de -0,4 million d'euros. L'impact complémentaire sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du

Groupe si ces acquisitions avaient été réalisées au 1^{er} janvier 2015 serait une hausse de 22,5 millions d'euros du chiffre d'affaires et une baisse de 1,0 million d'euros du résultat net part du Groupe.

4. INFORMATION SECTORIELLE

Les données des coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint, sont intégrées proportionnellement dans l'information sectorielle, telles que communiquées dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuie le Directoire, Principal Décideur Opérationnel (PDO), pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance. En conséquence, conformément à la norme IFRS 8, les données opérationnelles présentées ci-après, en ligne avec cette information interne, sont ajustées pour prendre en compte l'impact en proportionnel des coentreprises. Elles font l'objet d'une réconciliation avec les états financiers IFRS où l'application de la norme IFRS 11 conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

4.1. Par secteur opérationnel

4.1.1. Sur le premier semestre 2015

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires	655,5	594,2	210,0	1 459,7
Marge opérationnelle	198,3	75,8	11,6	285,7
Résultat d'exploitation	88,1	52,5	-4,8	135,8
Investissements corporels et incorporels nets	72,0	23,6	12,3	107,9

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	1 459,7	-172,0	1 287,7
Marge opérationnelle	285,7	-45,4	240,3
Résultat d'exploitation	135,8	-32,9	102,9
Investissements corporels et incorporels nets	107,9	-19,4	88,5

⁽¹⁾ Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

L'impact de -172,0 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -178,8 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises et +6,8 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffres d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises.

4.1.2. Sur le premier semestre 2014 (retraité)

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires	597,6	483,1	224,1	1 304,8
Marge opérationnelle	174,6	70,1	12,1	256,8
Résultat d'exploitation	72,7	53,9	-5,6	121,0
Investissements corporels et incorporels nets	48,9	9,0	13,1	71,0

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées (*)	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	1 304,8	-153,7	1 151,1
Marge opérationnelle	256,8	-39,2	217,6
Résultat d'exploitation	121,0	-24,6	96,4
Investissements corporels et incorporels nets	71,0	-8,3	62,7

⁽¹⁾ Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

L'impact de -153,7 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -158,9 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises et +5,2 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffres d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises.

^(*) L'impact d'IFRIC 21 sur les données de marge opérationnelle et de résultat d'exploitation des sociétés contrôlées et des coentreprises est respectivement de -5,8 millions d'euros et -0,9 million d'euros.

4.2. Par zone géographique

4.2.1. Sur le premier semestre 2015

L'information par zone géographique se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Europe ⁽¹⁾	Asie-Pacifique	France	Royaume-Uni	Reste du monde	Amerique du Nord	Total des zones
Chiffre d'affaires	389,8	364,6	299,8	163,6	145,4	96,5	1 459,7

⁽¹⁾ Hors France et Royaume-Uni.

L'impact de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté de 1 459,7 millions d'euros est de -172,0 millions d'euros, ramenant le chiffre d'affaires IFRS à 1 287,7 millions d'euros.

4.2.2. Sur le premier semestre 2014 (retraité)

<i>En millions d'euros</i>	Europe ⁽¹⁾	Asie-Pacifique	France	Royaume-Uni	Reste de monde	Amérique du Nord	Total des zones
Chiffre d'affaires	362,1	286,6	304,2	150,6	124,8	76,5	1 304,8

⁽¹⁾ Hors France et Royaume-Uni

L'impact de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté de 1 304,8 millions d'euros est de -153,7 millions d'euros, ramenant le chiffre d'affaires IFRS à 1 151,1 millions d'euros.

4.3. Autres informations

4.3.1. Sur le premier semestre 2015

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS sur le 1^{er} semestre 2015 se décompose comme suit :

	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
<i>En millions d'euros</i>			
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	217,1	-33,1	184,0
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	7,1	-34,6	-27,5
Investissements corporels et incorporels nets	-107,9	19,4	-88,5
Cash-Flow Disponible	109,2	-13,7	95,5

⁽¹⁾ Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

4.3.2. Sur le premier semestre 2014 (retraité)

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS sur le 1^{er} semestre 2014 (retraité) se décompose comme suit :

	Données ajustées (*)	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
<i>En millions d'euros</i>			
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	172,3	-24,3	148,0
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-10,8	-19,2	-30,0
Investissements corporels et incorporels nets	-71,0	8,3	-62,7
Cash-Flow Disponible	101,3	-16,0	85,3

⁽¹⁾ Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(*) L'impact d'IFRIC 21 sur la variation du besoin en fonds de roulement des sociétés contrôlées et des coentreprises est respectivement de 5,8 millions d'euros et 0,9 million d'euros, avec un effet nul sur les flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles.

5. COMMENTAIRES SUR L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE ET SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

5.1. Goodwill

Les goodwill passent de 1 170,8 millions d'euros au 31 décembre 2014 à 1 258,6 millions d'euros au 30 juin 2015, soit une augmentation de 87,8 millions d'euros liée principalement aux goodwill générés par les variations de périmètre détaillées au paragraphe 3.2 « Effets des acquisitions » et aux variations de change.

5.2. Capitaux propres

Au 30 juin 2015, le capital s'établit à 3 425 074,70 euros divisé en 224 670 011 actions de même catégorie et entièrement libérées.

Rapprochement entre le nombre d'actions en circulation au 1er janvier 2015 et au 30 juin 2015 :

Nombre d'actions en circulation au 1 ^{er} janvier 2015	223 934 334
Emission d'actions suite à l'octroi d'actions gratuites	13 076
Emission d'actions suite aux levées d'options	722 601
Nombre d'actions en circulation au 30 juin 2015	224 670 011

Le 16 février 2015, 546 304 options de souscription d'actions ont été attribuées, au prix d'exercice de 31,29 euros. La charge relative à tous les plans en cours s'élève à 1,5 million d'euros sur le premier semestre 2015.

L'Assemblée Générale du 13 mai 2015 a décidé le versement d'un dividende de 0,50 euro pour chacune des 223 934 334 actions composant le capital social au 31 décembre 2014. Cette distribution est soumise au paiement de la taxe de 3 % sur les dividendes enregistrée en impôts au compte de résultat.

Les capitaux propres au 30 juin 2015 sont diminués du montant de rachat d'actions propres pour 502,4 millions d'euros (dont 2,4 millions d'euros de frais nets d'impôt liés à l'offre).

5.3. Endettement financier net

<i>En millions d'euros</i>		30/06/2015			31/12/2014		
		Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan	(1)	91,3	528,8	620,1	193,1	544,8	737,9
Instruments financiers dérivés actifs		-6,5		-6,5	-2,0		-2,0
Instruments financiers dérivés passifs		1,8		1,8	5,6		5,6
Instruments financiers de couverture	(2)	-4,7	0,0	-4,7	3,6	0,0	3,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie		526,2		526,2	794,8		794,8
Concours bancaires		-15,5		-15,5	-11,6		-11,6
Trésorerie nette	(3)	510,7	0,0	510,7	783,2	0,0	783,2
Actifs financiers de gestion de trésorerie (*)	(4)	42,0	0,0	42,0	41,8		41,8
Dette financière nette (hors engagements de rachat de minoritaires et rachat d'actions propres) (**)	(5)=(1)+(2)-(3)-(4)	-466,1	528,8	62,7	-628,3	544,8	-83,5

(*) Les actifs financiers de gestion de trésorerie sont des placements liquides à court terme qui ont les caractéristiques d'équivalents de trésorerie mais qui ne respectent pas strictement les critères de qualification d'équivalents de trésorerie définis par la norme IAS 7.

(**) La dette de 500 millions d'euros constatée au 30 juin 2015 au titre du rachat d'actions propres a été payée le 17 juillet 2015 (voir paragraphe 5.4 « Dette sur rachat d'actions propres » et paragraphe 8 « Evénements subséquents »).

L'impact de la revalorisation à la juste valeur du fait des couvertures et du coût amorti est le suivant (retraitements IAS 39) :

<i>En millions d'euros</i>		30/06/2015			31/12/2014		
		Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan	(1)	91,3	528,8	620,1	193,1	544,8	737,9
Impact du coût amorti			4,6	4,6		5,4	5,4
Impact de la couverture de juste valeur				0,0	5,6		5,6
Revalorisation IAS 39	(2)	0,0	4,6	4,6	5,6	5,4	11,0
Dette financière économique	(3)=(1)+(2)	91,3	533,4	624,7	198,7	550,2	748,9

La dette financière du Groupe comprend principalement un emprunt obligataire de 500 millions d'euros émis en février 2013 à échéance février 2018, porté par JCDecaux SA.

En avril 2015, JCDecaux SA a procédé au remboursement des deux dernières tranches de son emprunt obligataire émis en 2003 (USPP) pour 97,4 millions d'euros.

Au 30 juin 2015, JCDecaux SA dispose également d'une ligne de crédit revolving confirmée non tirée pour un montant de 600 millions d'euros.

En juillet 2015, JCDecaux SA a signé un avenant à cette ligne de crédit, permettant de réduire la marge et de porter son montant à 825 millions d'euros. De plus la maturité de cette ligne a été portée à juillet 2020 avec deux extensions possibles d'un an.

Cette ligne de crédit revolving impose le respect du ratio : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5.

Au 30 juin 2015, JCDecaux SA respecte ce « covenant » avec un ratio très éloigné des limites requises.

JCDecaux SA est notée « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's (la dernière note de Moody's datant du 24 juin 2015, et celle de Standard and Poor's du 1^{er} juin 2015), chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

5.4. Dette sur rachat d'actions propres

Une dette de 500 millions d'euros a été constatée au passif de l'état de situation financière au titre de l'engagement de rachat d'actions propres dans le cadre de l'OPAS.

5.5. Résultat d'exploitation

Au cours du premier semestre 2015, le résultat d'exploitation s'élève à 102,9 millions d'euros contre 96,4 millions d'euros sur le premier semestre 2014 grâce à l'amélioration significative de la marge opérationnelle. Les autres charges d'exploitation nettes augmentent du fait notamment de produits sur variations de périmètre sur le premier semestre 2014 et d'une augmentation des charges non récurrentes sur le premier semestre 2015. Le résultat d'exploitation comprend une reprise de provisions pour perte à terminaison de 1,2 million d'euros sur le premier semestre 2015 contre une reprise de provisions pour perte à terminaison de 1,1 million d'euros sur le premier semestre 2014.

5.6. Résultat financier

Au cours du premier semestre 2015, le résultat financier s'élève à -9,5 millions d'euros contre -17,7 millions d'euros sur le premier semestre 2014. Cette amélioration est principalement liée à la baisse des charges nettes d'actualisation pour 6,5 millions d'euros dont 5,7 millions d'euros sur les dettes sur engagements de rachat de minoritaires.

5.7. Impôts sur les bénéfices

Au cours du premier semestre 2015, le Groupe enregistre une charge d'impôt de 30,6 millions d'euros contre une charge d'impôt de 27,9 millions d'euros sur le premier semestre 2014, soit une augmentation de 2,7 millions d'euros cohérente avec la variation à la hausse du résultat. Le taux effectif d'impôt avant dépréciation des goodwill et prise en compte de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence est de 32,8 % sur le premier semestre 2015 contre 35,5 % sur le premier semestre 2014. Retraité de l'effet d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, le taux effectif d'impôt est de 34,1 % sur le premier semestre 2015 contre 34,5 % sur le premier semestre 2014.

5.8. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

Au cours du premier semestre 2015, la quote-part dans les résultats des entreprises associées s'élève à 9,0 millions d'euros contre 9,5 millions d'euros sur le premier semestre 2014, et la quote-part dans les résultats des coentreprises s'élève à 20,4 millions d'euros sur le premier semestre 2015 contre 15,2 millions d'euros sur le premier semestre 2014. Ce poste comprenait sur le premier semestre 2014 la perte de valeur sur l'actif net des coentreprises en Ukraine à hauteur de -4,5 millions d'euros.

5.9. Participations ne donnant pas le contrôle

La part des minoritaires dans le résultat est de 12,7 millions d'euros au cours du premier semestre 2015 contre 5,3 millions d'euros sur le premier semestre 2014. Cette augmentation est liée principalement à la baisse des charges nettes d'actualisation des dettes sur engagement de rachat de minoritaires.

6. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

La principale source d'écart significatif au niveau des engagements hors-bilan au 30 juin 2015 par rapport au 31 décembre 2014, est une augmentation de l'ordre de 220 millions d'euros des engagements d'achats d'immobilisations, de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis, donnés dans le cadre de l'exploitation courante. Cette augmentation est essentiellement liée aux gains et renouvellements de contrats et aux variations de change, partiellement compensés par les paiements de loyers et redevances et les acquisitions d'immobilisations intervenus sur le premier semestre 2015.

7. INFORMATION SUR LES PARTIES LIÉES

Au cours du premier semestre 2015, les relations entre le Groupe et les parties liées n'ont pas évolué de manière significative par rapport à l'exercice 2014, à l'exception de la dette sur rachat d'actions propres auprès de la société JCDecaux Holding et des personnes clés du management agissant de concert avec elle. Les transactions réalisées avec les parties liées au compte de résultat sont similaires à celles du premier semestre 2014.

8. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Suite au succès de l'offre publique d'achat simplifiée (OPAS) ouverte le 12 juin 2015 et clôturée le 9 juillet 2015, 12 500 000 actions ont été rachetées par JCDecaux SA le 17 juillet 2015 au prix unitaire de 40 €, soit 5,58 % du capital au 1^{er} janvier 2015. Dans sa séance du 20 juillet 2015, le Directoire a annulé les actions acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions de la société.

**DÉCLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE ASSUMANT LA RESPONSABILITÉ
DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

« J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation du Groupe JCDecaux, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers. »

Jean-François Decaux
Président du Directoire et Codirecteur Général

JCDecaux S.A.
Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Tour Eqho
2, avenue Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

JCDecaux S.A.

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la société JCDecaux S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité de votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des états financiers consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les états financiers consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Paris-La Défense, le 29 juillet 2015

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG et Autres

Jacques Pierre

Gilles Puissochet